

## « LA FRANCE N'EST PAS UN PAYS COMME LES AUTRES »

Déclaration du 15 janvier 2019

La formule est juste. La prise de conscience, elle, bien trop tardive de la part d'un Président de la République forcé d'ouvrir les yeux sur une colère sociale qu'il a contribué à attiser mais dont les racines puisent dans l'histoire longue de nos institutions et de choix politiques délétère assumés sans discontinuité ou presque depuis près de 40 ans.

Après un an et demi d'exercice jupitérien du pouvoir, le Chef de l'Etat est confronté à une crise sociale sans précédent, autant sur la forme que sur le fond.

C'est l'expression d'un peuple qui ne parvient plus à se faire entendre et à se faire reconnaître, un peuple qui ne veut pas disparaître, fondu ou absorbé par la « start-up nation » et la compétition métropolitaine européenne.

En colère, victime de la raréfaction des services publics, du chômage de masse, de salaires et de pensions toujours plus faibles et menacé dans son quotidien par l'augmentation continue du coût de la vie, une partie du peuple a donc décidé de reprendre la parole et de resurgir au coeur de la scène politique et médiatique.

Privé des corps intermédiaires qu'il a consciencieusement désavoués depuis son élection, le Président de la République se retrouve à court de solutions, droit dans ses bottes mais nu face à cette exigence démocratique et sociale qu'il ne comprend pas et appelle désormais à l'aide celles et ceux dont il entendait jusqu'à présent se passer.

Aussi les élu·e·s locaux·ales sont-ils appelés à jouer, écrit-il dans sa lettre aux français·e·s « un rôle essentiel » dans le débat national qu'il a décidé de lancer en réponse à cette profonde crise qui secoue notre pays et que nous ne résumerons ni aux violences ni à la couleur d'une chasuble.

Les élu·e·s locaux·ales, en contact direct et permanent avec toutes les populations, avec toutes leurs difficultés et toutes leurs richesses, n'ont pas attendu pour dénoncer les fractures territoriales, s'insurger contre la casse des services publics de proximité et exiger des Gouvernements successifs qu'ils répondent à la triple urgence sociale, démocratique et écologique.

Jamais nous n'aurons été aussi peu entendus que depuis deux ans.

Un débat national est désormais lancé. Il ne se limite pas aux modalités mises en œuvre depuis les bureaux de l'Élysée.

Partout en France, dans les territoires ruraux comme dans les territoires urbains, nos concitoyen·ne·s, à la faveur de milliers de mobilisations, se sont re-saisis ces dernières semaines de questions essentielles pour notre destin collectif.

Les élu·e·s de l'Association nationale des élus communistes et républicains sont à leurs côtés dans leur exigence de débat et leur construction de solutions alternatives à la crise qui secoue notre pays et dont ils·elles sont, bien souvent, les principales victimes.

Je les appelle à continuer de prendre toutes les initiatives nécessaires pour que s'exprime la colère populaire et que se construisent, dans un débat sans tabou, les solutions.

Dans les villages et les villes où nos concitoyen·ne·s nous ont choisis pour exercer des responsabilités, nous pouvons être fier·e·s de nos expériences, de nos combats, de nos propositions et de l'énergie que nous mettons toutes et tous à servir l'intérêt général.

Les partager le plus largement possible autour de nous, continuer à être à l'écoute de ce que vivent les femmes et les hommes de notre pays, offrir des perspectives concrètes à chacune et à chacun, ce sont là des exigences fondamentales rappelées par nos concitoyen·ne·s et que les élu·e·s communistes et républicain·e·s s'attachent et s'attacheront à faire vivre au quotidien.

**Patrice Bessac**, *Président de l'ANECR, Maire de Montreuil.*